

Extrait du site UGTG.org

url :Ã <http://ugtg.org/spip.php?article929>

RÃ©pression en Guadeloupe : SolidaritÃ© avec l'UGTG & LKP !

- Dossier spÃ©cial LKP - Soutiens -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : jeudi 28 mai 2009

Mis Ã jour le : mercredi 10 juin 2009

UGTG.org

Face à la répression judiciaire du pouvoir colonial qui s'abat contre les travailleurs, les militants syndicaux et leurs défenseurs - répression que vise à légitimer une campagne de propagande initiée par des "intellectuels" à gages et quelques larbins déguisés en "journalistes", la centrale syndicale UGTG lançait le 14 mai 2009 un appel au mouvement ouvrier et démocratique international. Nous mettons en ligne les textes de messages de soutien et de solidarité d'organisations en réponse à l'Appel à la solidarité de l'UGTG au mouvement ouvrier et démocratique international [Lire le texte de l'appel en cliquant [ICI](#)]

Communiqué de presse

Union Départementale CGT des Vosges.

Epinal, le 28 mai 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'Union Départementale CGT réunie en Commission Exécutive ce jeudi 28 mai 2009 dénonce les agissements et la répression active qui s'opèrent contre le Peuple Guadeloupéen.

Le Gouvernement Français avec la complicité des principaux élus de Guadeloupe, n'arrivant pas à faire reculer le mouvement en cours, suite aux puissantes grèves du début d'année, ont mis en place un véritable plan de répression contre les travailleurs et les militants syndicaux de l'UGTG.

Nous exigeons l'arrêt immédiat des poursuites envers les militants de l'UGTG et leurs avocats.

Aujourd'hui, alors que les salariés Guadeloupéens luttent pour faire appliquer l'accord obtenu par un rapport de force sans précédent dans les DOM TOM, la seule réponse est la répression policière et judiciaire.

La Classe dirigeante Guadeloupéenne et le Gouvernement Français ont décidé de faire payer aux travailleurs, la cause de leur mouvement en refusant d'appliquer les clauses de l'accord de fin de conflit d'une part et en accentuant la répression d'autre part.

Ces agissements sont dans la ligne droite du Gouvernement Français de type dictatoriale qui intensifie la répression contre les militants syndicaux au nom du tout sécuritaire.

A ce titre, les libertés d'expressions qui sont définies dans la constitution française et nos activités syndicales sont bafouées chaque jour d'avantage.

Pour la Commission Exécutive de l'UD CGT des Vosges

Denis SCHNABEL

Secrétaire Général

Soutien fraternel des syndicats FO enseignants du département du nord

**Syndicat National FORCE OUVRIERE des Lycées et Collèges
SECTION DEPARTEMENTALE DU NORD**

La section départementale du Nord du SNFOLC, informée par Elie DOMOTA, porte-parole du LKP, des diverses menaces et attaques dont sont victimes des syndicalistes, des travailleurs, des militants et des jeunes de la Guadeloupe, ainsi que le LKP, dénonce et condamne ce plan de répression qui les vise.

La section départementale du Nord du SNFOLC leur apporte tout son soutien et exige :

[-] l'arrêt immédiat de toutes les enquêtes, poursuites judiciaires, l'encontre de Elie DOMOTA, secrétaire général de l'UGTG et porte-parole du LKP, les jeunes de Goubeyre, Maitres Sarah ARISTIDE et Patrice TACITA, les dirigeants de l'UGTG, Michel MADASSAMY et Gabriel BOURGUIGNON, Raymond GAUTHERAUT ancien dirigeant de l'UGTG, Jocelyn LEBORGNE et CHRISTOPHE, membres du conseil syndical de l'UGTG, Max DELOURMEAU poursuivi pour sa participation aux mobilisations du LKP.

[-] le respect de l'accord BINO du 26 février 2009.

Pour le bureau

Nathalie Gerber

Secrétaire départementale du Nord

Collectif National pour un Front Syndical de Classe

LA REPRESSION CONTRE LES OUVRIERS, CHERCHEURS, ENSEIGNANTS, ETUDIANTS PREND UN VISAGE DANGEREUX !

Le 29 juin, journée de lutte pour les libertés !

Depuis la rentrée 2008, époque où Sarkozy se félicitait de la disparition des grèves en France, les luttes pour le pouvoir d'achat, contre la casse des entreprises, de l'enseignement, des chercheurs et étudiants ont pris dans le pays une dimension importante dans leur diversité et leur enracinement. Face à la guerre de classe que mène

le gouvernement, le MEDEF et lâEuros"UE contre l'ensemble des acquis sociaux et dÃ©mocratiques, les luttes sont innombrables depuis des mois dans de nombreux secteurs du privÃ© comme du public.

L'ampleur des deux journÃ©es de mobilisation de Janvier et de Mars puis celle du 1er mai, aurait pu laisser penser qu'elles dÃ©bouchent sur quelque chose de beaucoup plus fort. Mais les Ã©tats-majors syndicaux notamment celui de la CGT prÃ©fÃ©rent passer leur temps Ã l'Ã0lysÃ©e ou Ã Matignon pour voir comment Ã©viter les dÃ©bordements et Ã« sauver le capitalisme de lui-mÃªme Ã » comme le prÃ©conisent la CES et son secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral Monks.

Or, ces derniÃ©res semaines ont connu des rÃ©pressions inÃ©galÃ©es depuis 1953 : ouvriers de nombreux sites industriels confrontÃ©s aux vigiles du patronat, aux CRS et aux poursuites judiciaires, matraquages de manifestants et d'Ã©tudiants Ã« bloqueurs Ã », rÃ©pression tous azimuts en **Guadeloupe**, poursuite de la chasse aux travailleurs dits Ã« sans-papiers Ã »..., et tout rÃ©cemment :

[-] 74 gaziers parisiens interpellÃ©s, mis en garde a vue, dÃ©shabillÃ©s et examinÃ©s comme de supposÃ©s terroristes.

[-] Charles Hoareau, militant CGT charismatique, qui a permis grÃ¢ce aux luttes qu'Ã©tait animait avec les chÃªmeurs d'obtenir le 13Ã©me mois il y a 10 ans de cela. Charles HOAREAU a Ã©tÃ© mis en garde Ã vue durant deux jours pour avoir manifestÃ© contre la dÃ©localisation d'Ã©tats-majors une entreprise de Marseille, menacÃ©e de comparution immÃ©diate comme un terroriste et finalement convoquÃ© le 29 juin chez le juge.

Cela n'Ã©st pas un hasard, pas plus que ne l'Ã©tait en 1989, la rÃ©pression contre Ã« les 10 de Renault Billancourt Ã », rÃ©pression qui prÃ©cÃ©dait une formidable attaque contre les travailleurs et la privatisation de l'entreprise en 1990 que l'on doit Ã Rocard, 1er ministre Ã cette Ã©poque.

Quelques jours plus tard, un enfant de 6 ans est ramassÃ© Ã la sortie de l'Ã©cole et emmenÃ© au commissariat avec son frÃ©re de 10 ans. Un policier de l'UNSA dÃ©clare : Ã« On ne fait que ce que lâEuros"on nous dit de faire Ã », ce qui rappelle de sombres souvenirs.

De mÃ©moire de militant, sans remonter aux heures noires de la fin des annÃ©es 30, il faut remonter Ã 1952-1953 pour connaître l'Ã©quivalent de la situation actuelle. A cette Ã©poque oÃ¹ le maccarthysme s'abat sur le monde, les AmÃ©ricains veulent crÃ©er en France, avec l'accord du MRP Schuman, la CommunautÃ© EuropÃ©enne de DÃ©fense, et la bataille politique fait rage : la CommunautÃ© EuropÃ©enne de dÃ©fense est mise en Ã©chec par l'Ã©lan populaire, la guerre d'Indochine agonise avec Dien Bien Phu, les AmÃ©ricains et le bataillon franÃ§ais sont en Ã©chec en CorÃ©e, les luttes sociales connaissent en 1953 le plus fort dÃ©veloppement depuis 1947. La rÃ©pression sur le mouvement ouvrier sera la plus forte depuis 1938. Jacques Duclos est emprisonnÃ©, BenoÃ«t Frachon, comme en 1940, entre en clandestinitÃ© avec de nombreux militants notamment de Billancourt.

Aujourd'Ã©hui, les ingrÃ©dients et les mÃ©thodes sont les mÃªmes, sauf que les Ã©tats-majors syndicaux sont muets, notamment le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de la CGT. Aucune dÃ©claration pour condamner et appeler Ã rÃ©sister pour sauver les libertÃ©s dÃ©mocratiques.

Pourtant, cette rÃ©sistance, c'est l'affaire de tout ce que le pays compte de dÃ©mocrates !

Que partout se crÃ©ent des comitÃ©s de dÃ©fense des libertÃ©s et de la dÃ©mocratie. Prenons nos affaires en main : le seul ennemi c'est le capital soutenu par le syndicalisme rassemblÃ© prÃ©nÃ© par les Ã©tats majors

syndicaux.

Le 29 juin, Charles Hoareau est convoqu  au tribunal à Marseille. Une journée de lutte nationale dâEuros"action avec des rassemblements s Euros"impose pour les libertés démocratiques et lâEuros"acquittement de Charles Hoareau.

Les militants du front syndical de classe aideront de toute leurs forces dans ce combat. La dérive autoritaire et anti-démocratique, les travailleurs ont déjà connu  sa et ils ont déjà résisté. La dictature du fric veut nous faire payer sa crise pour relancer sa course au profit en massacrant ce qui nous reste de nos acquis :

VOILA LES ENJEUX DU COMBAT POUR LES LIBERTES ET LA DEMOCRATIE CELLE DU PEUPLE.

Message de solidarit 

Le Syndicat CGT du C dit Agricole de Normandie.

Chers camarades guadeloupéens,

Lorsqu en début 2009, les télévisions françaises ont enfin daigné relater le combat social que vous meniez avec le soutien de toute la population de la Guadeloupe, tous les militants de métropole ont été saisis dâEuros"admiration envers le mouvement que vous aviez engag .

Pour nous tous, engagés dans des mouvements dispersés, parfois disparates, la lutte contre la powfitasyon menée par des leaders syndicaux charismatiques, soutenus par toute une population, est devenue le symbole des luttes sociales en marche.

En arrachant à un gouvernement au service dâEuros"un MEDEF intransigent, une augmentation de 200 à mensuels pour les plus bas salaires, vous avez soulev  un immense espoir auprès de toutes celles et tous ceux qui croient au combat social pour parvenir à une meilleure répartition des richesses. Ainsi grâce à vous, la Martinique s Euros"est engagée elle aussi dans la quête dâEuros" une meilleure justice sociale, et la métropole a pu réussir ses mobilisations de janvier et mars 2009 en s Euros"inspirant de lâEuros"exemple que vous nous avez donné.

Vous nous avez redonné fier  et envie de nous battre, chers camarades, soyez -en merci s.

Une fois les feux de la rampe éteints, un  v nement chassant lâEuros"autre, les télévisions et médias se sont éloignés, permettant aux suppôts du capitalisme prédateur de nourrir leur revanche.

Ainsi, le Gouvernement de Sarkozy, pourtant discrédité par la crise économique n Euros"a pas hésité à engager une répression sans merci contre les leaders dâEuros"un mouvement qui lâEuros"a obligé   concéder des reculs sur sa doctrine ultralibérale. Pour ce faire, il use et abuse, des pouvoirs de police et de justice normalement au service des citoyens et utilisés en la circonstance pour asseoir une politique dâEuros"exploitation.

Si dans un pays dÃ©mocratique, de telles pratiques sont inadmissibles, malheureusement elles ne peuvent nous surprendre. Que pouvait-on attendre d'un gouvernement qui a osÃ© faire voter une loi qui reconnaisse des effets positifs Ã la colonisation ?

Aux Antilles, plus que partout ailleurs vous avez souffert des affres de l'esclavage et de la colonisation. Vous en subissez encore les consÃ©quences. Pourtant, dÃ©passant la haine, votre colÃ©re a nourri votre dignitÃ©. Vos rÃ©voltes ont brisÃ© les chaÃªnes des oppressions contre lesquelles vous vous Ãªtes toujours soulevÃ©s . Pour toutes ces raisons, vous Ãªtes un exemple pour les militants que nous sommes et aussi pour tous ceux qui oeuvrent Ã construire un monde meilleur.

En votre nom, au nom de la mÃ©moire de J. BINO victime des luttes sociales, nous nous insurgeons contre la rÃ©pression syndicale dont vous faites l'objet et ferons le nÃ©cessaire auprÃ©s des dÃ©fenseurs de la dÃ©mocratie pour qu'ils s'Ã©levent contre de telles pratiques.

Cette offensive contre le mouvement social menÃ©e par un gouvernement rÃ©actionnaire, menace notre sociÃ©tÃ© et la libertÃ© de tous. Pour cette raison, votre combat est le nÃ©tre et doit Ãªtre celui de tout citoyen qui se respecte.

Bien amicalement ;

Le Syndicat CGT du CÃ©dit Agricole de Normandie.

Le combat doit continuer pour les travailleurs, pour les revendications

**Union Nationale des syndicats CGT
Cegelec et filiales
235 rue de Lisbonne BP 26 62092 Haisnes**

un.cgt.cegelec@gmail.com

Envoi par fax et courriel

26 mai 2009

Monsieur le PrÃ©fet de Guadeloupe
Monsieur le SecrÃ©taire d'Etat aux territoires d'Outremer.
Monsieur le PrÃ©sident du TGI de Pointe Ã Pitre
Monsieur le PrÃ©sident du TGI de Basse-Terre.

Messieurs,

Les travailleurs de Guadeloupe ont dÃ©montrÃ© aux travailleurs du monde entier que l'unitÃ© la plus large

dâ€™euros"un front commun sur les revendications communes, Ã©tait une force dÃ©mocratique capable de faire plier les dÃ©cideurs les plus intransigeants et les patrons les plus rÃ©calcitrants.

Que demandaient ces femmes et ces hommes de Guadeloupe ? Le respect et la dignitÃ©, c'est-Ã© dire de pouvoir vivre dÃ©cemment du fruit de son travail dans un pays oÃ¹ les riches sont trÃ©s riches et trÃ©s puissants, oÃ¹ les pauvres devraient subir les diktats dâ€™euros"une poignÃ©e dâ€™euros"exploiteurs et de spÃ©culateurs.

Le LKP a dÃ©montrÃ© sa capacitÃ© de mobiliser tout un Peuple pour satisfaire les revendications de tout un Peuple.

Nous, syndicalistes CGT de Cegelec, avons Ã©tÃ© sincÃ©rement admiratif de la dÃ©mocratie syndicale et du rÃ©le jouÃ© par nos camarades de lâ€™euros"UGTG et de son secrÃ©taire Elie DOMOTA.

Nous, syndicalistes CGT de Cegelec, apportons tout notre soutien, toute notre solidaritÃ© avec le LKP, lâ€™euros"UGTG, les masses des travailleurs encore en lutttes pour que les rÃ©sultats des nÃ©gociations soient rÃ©ellement mis en application immÃ©diate par Etat et Patronat.

Quand les masses se mettent en mouvement, rien ne peut les arrÃªtÃ©s, mÃªme pas les balles de mercenaires ou dâ€™euros"hommes de main Ã© la solde des exploiters et des rentiers.

Depuis quelques semaines, et pour encore quelques semaines, des syndicalistes, des militants issus des masses, des pÃ©res et des mÃ©res de famille, des rÃ©sistants Ã© lâ€™euros"oppression patronale, des jeunes qui ont combattu dÃ©mocratiquement pour leur avenirâ€™euros! sont sous la menace rÃ©pressive de lâ€™euros"Etat et dâ€™euros"un patronat qui nâ€™euros"a pas hÃ©sitÃ© Ã© se dÃ©voyer dans des propos racistes.

Nos camarades, nos amis-es, nos frÃ©res de lutte, vivent sous le chantage des licenciements et des poursuites judiciaires, simplement parce quâ€™euros"ils nâ€™euros"ont pas capitulÃ© et ce malgrÃ© dâ€™euros"Ã©normes pressions venues des lobbies patronaux locaux, mÃ©tropolitains et internationaux, mais aussi des autoritÃ©s politiques locales et mÃ©tropolitaines.

En effet, les dÃ©clarations du Medef antÃ©rieures, pendant et postÃ©rieures au conflit de 45 jours peuvent susciter certaines interrogations quant Ã© leurs portÃ©es et visÃ©es politiques. Comme peuvent susciter certaines interrogations, les dÃ©clarations trÃ©s limites de certaines personnalitÃ©s politiques, et lâ€™euros"envoi de Ã© « troupes Ã© » militaires sous forme de gendarmes mobiles Ã© « blancs Ã© » pour soit- disant rÃ©tablir lâ€™euros"ordre, alors quâ€™euros"il nâ€™euros"y avait pas de dÃ©sordre mais une grÃ©ve, laquelle est encore Ã© ce jour, inscrite dans la Constitution de la France.

Aujourdâ€™euros"hui, malgrÃ© quâ€™euros"il soit inscrit Ã© « LibertÃ©-EgalitÃ©-FraternitÃ© Ã© » sur les frontons des Ã©difices rÃ©publicains, les travailleurs des territoires outre-marins ne disposent mÃªme pas des mÃªmes droits que les mÃ©tropolitains.

Ainsi, comment doit-on interprÃ©ter cette diffÃ©rence entre travailleurs sans se souvenir dâ€™euros"un passÃ© douloureux et des 40 000 000 dâ€™euros"esclaves qui ont Ã©tÃ© arrachÃ©s Ã© leur terre natale par les ancÃ©tres dâ€™euros"une minoritÃ© ; exploiters notoires qui malgrÃ© le temps, sont encore et toujours bien en place sur la terre de Guadeloupe, le pays de la Guadeloupe ?

Au nom de tous les syndicats et des syndiquÃ©s-es CGT des 44 agences de Cegelec regroupÃ©s au sein de notre

Union Nationale des Syndicats CGT de Cegelec et filiales, je vous demande de mettre fin à toutes les procédures en cours et de réintégrer lâEuros"ensemble de nos camarades travailleurs et frères de luttes, dans leurs emplois et leur dignit .

Nous r it ons toute notre solidarit  et notre soutien les plus fraternels aux camarades de lâEuros"UGTG et du LKP, que leur combat contre la violence du capital, puisse se poursuivre dans lâEuros"intérêt du Peuple de Guadeloupe et des travailleurs de Guadeloupe. Que leur lutte et leur combat puissent servir les intérêts de classe des travailleurs de tous les pays, l  o 1 lâEuros"exploitation règne en maître pour répondre aux intérêts du capitalisme et des monopôles du grand capital.

Recevez Messieurs, nos salutations distinguées mais très motivées.

Po/ LâEuros"UN CGT Cegelec et filiales

Eric FATOUX,
Secrétaire général

Copie : UGTG, à la direction confédérale de la CGT et à la FSM.

Arrêt des poursuites

Union syndicale des retraités CGT des Vosges

Epinal, le 25 mai 2009,

Suite au courrier de l'UGTG du 14 mai 2009, le bureau de l'USR-CGT des Vosges exige l'arrêt des poursuites envers les militants de cette organisation et leurs avocats.

Le secrétaire,
Gilbert MEYER

Solidarit  UGTG

SNUDI.FO de lâEuros"Ain
Syndicat National Unifi  des Directeurs, Instituteurs
et professeurs des écoles de lâEuros"enseignement public
Force Ouvrière

Nicolas DUSSUYER
Secrétaire départemental adjoint

  Monsieur le Préfet de Guadeloupe
Rue Lardenoy
97 100 Basse Terre

Bourg-en-Bresse, le 26 mai 2009

Monsieur,

Nous venons d tre inform  de la cascade d enqu tes judiciaires et de procès en cours qui touchent des militants et responsables du syndicat UGTG.

Nous vous exprimons notre effarement, notre inquiétude et notre réprobation face à ce qui nous apparaît comme un  ritablement harcèlement répressif   l encontre d une organisation syndicale.

A aucun moment pendant la grève générale dont nous avons suivi les développements notamment à travers les médias publics (que l on ne peut suspecter d  tre à la solde du LKP et de l UGTG !), il n a à fait état de violences ni d actes répréhensibles de la part des syndicalistes, bien au contraire puisque la seule victime est un syndicaliste. Et voilà que la grève terminée, toutes sortes de procédures visent des organisateurs de cette action qui a eu le grand mérite de restaurer un peu de justice sociale.

La conclusion exemplaire de ce conflit social aurait-elle des prolongements revanchards  avec représailles contre des syndicalistes ? Nous ne pouvons ni l envisager ni l admettre ! C est pourquoi, je tiens à vous exprimer notre engagement solidaire avec les combats revendicatifs du LKP et de l UGTG et notre soutien fraternel aux syndicalistes de la Guadeloupe.

En conséquence, nous vous demandons solennellement l arr t des poursuites en cours et la libération des militants condamnés ; nous communiquons cette lettre au mouvement syndical de notre département pour l alerter.

Je vous prie d agr er, Monsieur le Secrétaire d Etat, l expression de notre considération et de notre attachement aux libertés démocratiques.

Nicolas DUSSUYER

Message de protestation

Syndicat National - FO - Lycées Collèges

Roland MIRGUET
SecrÃ©taire dÃ©partemental

Ã Monsieur le PrÃ©fet de Guadeloupe
rue Lardernoy
97 100 Basse Terre

Bourg-en-Bresse, le 26 mai 2009

Monsieur le PrÃ©fet,

Nous venons d'Ãªtre informÃ© de la cascade d'Euros"enquÃªtes judiciaires et de procÃ©s en cours qui touchent des militants et responsables du syndicat UGTG.

Nous vous exprimons notre effarement, notre inquiÃ©tude et notre rÃ©probation face Ã ce qui nous apparaÃ®t comme un vÃ©ritablement harcÃ©lement rÃ©pressif Ã l'Euros"encontre d'une organisation syndicale.

A aucun moment pendant la grÃ¢ve gÃ©nÃ©rale dont nous avons suivi les dÃ©veloppements notamment Ã travers les mÃ©dias publics (que l'Euros"on ne peut suspecter d'Ãªtre Ã la solde du LKP et de l'Euros"UGTG !), il n'Euros"a Ã©tÃ© fait Ã©tat de violences ni d'actes rÃ©prÃ©hensibles de la part des syndicalistes, bien au contraire puisque la seule victime est un syndicaliste. Et voilÃ que la grÃ¢ve terminÃ©e, toutes sortes de procÃ©dures visent des organisateurs de cette action qui a eu le grand mÃ©rite de restaurer un peu de justice sociale.

La conclusion exemplaire de ce conflit social aurait-elle des prolongements revanchards! avec reprÃ©sailles contre des syndicalistes ? Nous ne pouvons ni l'Euros"envisager ni l'Euros"admettre ! C'Euros"est pourquoi, je tiens Ã vous exprimer notre engagement solidaire avec les combats revendicatifs du LKP et de l'Euros"UGTG et notre soutien fraternel aux syndicalistes de la Guadeloupe.

En consÃ©quence, nous vous demandons solennellement l'Euros"arrÃªt des poursuites en cours et la libÃ©ration des militants condamnÃ©s ; nous communiquons cette lettre au mouvement syndical de notre dÃ©partement pour l'Euros"alerter.

Je vous prie d'agrÃ©er, Monsieur le PrÃ©fet, l'Euros"expression de notre considÃ©ration et de notre attachement aux libertÃ©s dÃ©mocratiques.

Roland Mirguet

SN-FO-LC 3, impasse Alfred Chanut - 01000 Bourg en Bresse

Copies : MinistÃ©re des DOM - TGI Basse-terre - TGI PAP

Appel de soutien Ã l'UGTG

FÃ©DÃ©RATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT,
DE LA CULTURE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
FORCE OUVRIÃÈRE SECTION DU PAS-DE-CALAIS

LENS, le 25 mai 2009

La FNEC-FP FO 62, informÃ©e par Elie DOMOTA, porte-parole du LKP, des diverses menaces et attaques dont sont victimes des syndicalistes, des travailleurs, des militants et des jeunes de la Guadeloupe, ainsi que le LKP, dÃ©nonce et condamne ce plan de rÃ©pression qui les vise.

La FNEC-FP FO 62 leur apporte tout son soutien et exige :

[-] lâEuros"arrÃªt immÃ©diat de toutes les enquÃªtes, poursuites judiciaires, Ã lâEuros"encontre de Elie DOMOTA, secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de lâEuros"UGTG et porte-parole du LKP, les jeunes de Goubeyre, MaÃªtres Sarah ARISTIDE et Patrice TACITA, les dirigeants de lâEuros"UGTG, Michel MADASSAMY et Gabriel BOURGUIGNON, Raymond GAUTHERAUT ancien dirigeant de lâEuros"UGTG, Jocelyn LEBORGNE et CHRISTOPHE, membres du conseil syndical de lâEuros"UGTG, Max DELOURMEAU poursuivi pour sa participation aux mobilisations du LKP.

[-] le respect de lâEuros"accord BINO du 26 fÃ©vrier 2009.

Pour le Bureau,
le SecrÃ©taire dÃ©partemental
Jean-Philippe JANOWSZIK

ArrÃªt des poursuites

**Syndicat National FORCE OUVRIERE des LycÃ©es et CollÃ©ges
Section dÃ©partementale de Seine-Saint-Denis**

Montreuil, le 25 mai 2009

Arnaud ALBAREDE
SecrÃ©taire dÃ©partemental,

A

Monsieur Yves JEGO, secrÃ©taire dÃ©tats chargÃ© de lâEuros"outre mer
Monsieur le PrÃ©fet de Guadeloupe,

RÃ©pression en Guadeloupe : SolidaritÃ© avec l'UGTG & LKP !

Monsieur le PrÃ©sident du Tribunal de Grande Instance de pointe Ã Pitre,
Monsieur le PrÃ©sident du Tribunal de grande Instance de Basse Terre,

Monsieur le Ministre,
Monsieur le PrÃ©fet,
Messieurs les PrÃ©sidents de Tribunal,

CÃ©est avec colÃ©re et indignation que notre Bureau dÃ©partemental et nos adhÃ©rents, comme tous les personnels des lycÃ©es et collÃ©ges ont pris connaissance des poursuites engagÃ©es contre Elie Domota et ses camarades de l'UGTG et du LKP.

Vous le savez, cÃ©est avec admiration et passion que les travailleurs de France mÃ©tropolitaine ont suivi le magnifique combat de 44 jours de nos camarades de Guadeloupe, sous la direction de l'UGTG et d'Elie Domota, et ont applaudi Ã la signature de l'Accord Bino.

Dans de nombreuses manifestations en France, le mot d'ordre Ã « 200Ã – pour tous Ã » a Ã©tÃ© repris massivement.

Nous n'admettons pas que, comme au bon vieux temps de la justice coloniale, l'Etat franÃ§ais veuille aujourd'hui faire payer Ã) retardement aux syndicalistes guadeloupÃ©ens le prix du combat menÃ© avec succÃ©s.

Nous vous demandons instamment de cesser toutes poursuites contre Elie Domota, , Michel Madassamy, Gabriel Bourguignon, Raymond Gautherot, Jocelyn Leborgne , Max Delourneau,Ã©!

Nous vous demandons instamment que cessent aussi les poursuites contre MaÃ©tres Sarah Aristide et Patrice Tacita, qui n'ont fait que leur travail de dÃ©fenseurs.

Monsieur le Ministre, Monsieur le PrÃ©fet, Messieurs les PrÃ©sidents de Tribunal, ne cÃ©dez pas Ã la vengeance d'Etat envers des syndicalistes.

Qui touche au syndicalisme touche aux libertÃ©s fondamentales. Les travailleurs de France ne le tolÃ©reront pas.

En espÃ©rant avoir Ã©tÃ© entendus, nous vous adressons, Monsieur le Ministre, messieurs les PrÃ©sidents, nos salutations dÃ©vouÃ©es au libre droit syndical indÃ©pendant.

Pour le Bureau du SNFOLC 93,

Arnaud Albarede

Protestation rÃ©pression

Chambre Syndicale des EmployÃ©s et Cadres

C.G.T. - FORCE OUVRIERE
des Organismes de Sécurité Sociale et Allocations Familiales
de la Région Ile-de-France

Monsieur le Préfet de Guadeloupe
Rue Lardenoy,
97100 Basse-Terre

Paris le 25 mai 2009,

Monsieur le Préfet,

Le 16 mars dernier je vous adressais une motion adoptée à l' tats"unanimité par notre Conseil syndical qui exigeait l' tats"arrêt des poursuites et le respect des libertés syndicales suite à l' tats"ouverture d' tats"une enquête par la justice à l' tats"encontre d' tats"Elie Domota.

Celle-ci précisait notamment :  « le Conseil syndical considère qu' tats"il s' tats"agit en fait d' tats"une tentative de répression contre le LKP et les organisations syndicales qui en font partie afin de tenter de faire reculer le puissant mouvement qui s' tats"est développé dans la grève générale.

Or, nous constatons aujourd' tats"hui que nos craintes sont malheureusement confirmées puisqu' tats"un véritable plan de répression est en train de s' tats"abattre sur les militants syndicaux.

En conséquence, le bureau de notre organisation syndicale réuni ce jour a adopté la motion suivante :

 « Le Bureau de la Chambre syndicale des employés et cadres
CGT-FO des organismes de Sécurité sociale et d' tats"Allocations familiales d' tats"Ile de France
réuni le 25 mai 2009 à la Bourse du travail de Paris s' tats" l ve contre le plan de répression contre
les travailleurs, la jeunesse et le peuple de Guadeloupe et exige l' tats"arrêt de toutes les poursuites
engagées à l' tats"encontre de tous les militants syndicaux du LKP et de l' tats"UGTG.   »

Vous en souhaitant bonne réception soyez assuré, Monsieur le Préfet, de ma considération.

Le Secrétaire général,
Laurent Weber

N.B. : Une lettre identique a  tats"  fax e   Yves Jego et aux Présidents du Tribunal de Grande instance de Pointe- -Pitre et de Basse-Terre.

Solidarit  Guadeloupe

Union Locale FORCE OUVRIERE de MANOSQUE

Le 4 mai 2009

SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral

FAIVRE Jean Claude

SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral

Ã

Monsieur le PrÃ©fet de Guadeloupe,
Monsieur le SecrÃ©taire d'Ã©tat chargÃ© de l'outre mer

InformÃ©e des chantages aux licenciements, de la rÃ©pression et de la cascade d'instructions et de procÃ©s en cours en GUADELOUPE contre les salariÃ©s et les militants du LKP et de l'UGTG, l'Union Locale FORCE OUVRIERE de MANOSQUE Ã©lÃ©ve la plus vive et la plus solennelle protestation.

L'UL FO de MANOSQUE salue le combat courageux des travailleurs et de la population de GUADELOUPE avec leurs organisations qui a rÃ©ussi Ã arracher au bout de 45 jours de grÃ©ve gÃ©nÃ©ral l'accord BINO .

L'UL FO de MANOSQUE exige l'arrÃªt du chantage aux licenciements, l'arrÃªt des Ã©coutes tÃ©lÃ©phoniques, l'arrÃªt de la rÃ©pression, l'arrÃªt des poursuites engagÃ©es contre les militants du LKP, de l'UGTG, notamment de son SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral Elie DOMOTA, mais aussi contre Raymond GAUTHERON, Gabriel BOURGUIGNON, Michel MADAMASSY, Jocelyne LEBORGNE...

L'UL FO de MANOSQUE exige l'application intÃ©grale de l'accord BINO, le respect du droit syndical dans toutes les entreprises.

Nous vous prions de croire , Monsieur le PrÃ©fet, Monsieur le SecrÃ©taire d'Ã©tat en notre attachement aux droits et libertÃ©s fondamentaux sans lesquelles il ne saurait y avoir de libre nÃ©gociation, ni de politique contractuelle, de dÃ©mocratie sociale et de progrÃ©s.

Veuillez agrÃ©er l' expression de notre considÃ©ration.

M FAIVRE Jean Claude

copie Ã : tribunaux de grande instance de Basse Terre et Pointe Ã Pitre

**CommuniquÃ© de l'Union Locale Force OuvriÃ©re de
Dreux**

Halte Ã la rÃ©pression en Guadeloupe

Au SecrÃ©taire d'Etat Ã l'Outre Mer, Mr JEGO
A Mr le Prefet de Guadeloupe
A Mrs les PrÃ©sidents des TGI de Pointe Ã Pitre et de Basse Terre.

Dreux, le 25 mai 2009

objet : halte Ã la rÃ©pression en Guadeloupe. Respect des libertÃ©s syndicales et dÃ©mocratiques

Monsieur le Ministre, Monsieur le PrÃ©fet, messieurs les PrÃ©sidents,

L'Union Locale FORCE OUVRIERE de Dreux, en Eure et Loir, a pris connaissance avec inquiÃ©tude des informations parvenues de la Guadeloupe par le syndicat UGTG et Eli Domota, porte parole du LKP.

Il est inacceptable que des syndicalistes, que leurs avocats, soient inquiÃ©tÃ©s et poursuivis pour avoir exercÃ© les droits confÃ©rÃ©s par la constitution et par les conventions internationales de l'OIT ratifiÃ©es par la FRANCE concernant l'exercice du droit syndical et du droit de grÃ©ve.

L'Union Locale FO de Dreux estime que ces procÃ©dures constituent une remise en cause du droit de grÃ©ve, du droit syndical, des libertÃ©s dÃ©mocratiques indignes de la RÃ©publique, de ses traditions, de ses textes fondateurs.

L'instrumentalisation de la justice Ã des fins de rÃ©pression anti-syndicale est extrÃªmement prÃ©occupante. S'en prendre Ã des avocats de militants syndicalistes est d'une gravitÃ© exceptionnelle.

L'Union Locale FO de Dreux vous demandent la levÃ©e et l'abandon immÃ©diats de toute poursuite contre les syndicalistes guadeloupÃ©ens et leurs avocats.

L'Union Locale FO de Dreux apporte son soutien Ã tous nos camarades de la Guadeloupe et, en particulier, aux camarades syndicalistes directement menacÃ©s aujourd'hui pour "fait de grÃ©ve".

Respectueuses salutations

Dominique Maillot,
secrÃ©taire Union Locale FO de Dreux

copie : EIT, UGTG ;

SNUDI-FO VAUCLUSE : SolidaritÃ© avec L'UGTG

**ConfÃ©dÃ©ration GÃ©nÃ©rale du Travail FORCE OUVRIERE
Syndicat National UnifiÃ© des Directeurs, Instituteurs**

et Professeurs des Ecoles de lâEuros"Enseignement Public

20, avenue Monclar - B.P. 10 - 84004 AVIGNON cedex

Chantal FASSIE Avignon, le 22 mai 2009

SecrÃ©taire dÃ©partementale

Ã Monsieur le PrÃ©fet de Guadeloupe

rue Lerdenoy

97100 Basse Terre

Monsieur le PrÃ©fet

Le CongrÃ©s dÃ©partemental du SNUDI-FO, deuxiÃ©me organisation reprÃ©sentative des personnels de lâEuros"enseignement primaire de Vaucluse, rÃ©uni le 20 mai, a Ã©tÃ© informÃ© de la cascade dâEuros"enquÃªtes judiciaires et de procÃ©s en cours qui touchent des militants et responsables du syndicat UGTG.

Sur mandat du CongrÃ©s, et du Conseil Syndical dÃ©partemental qui en est issu, je vous exprime notre effarement, notre inquiÃ©tude et notre rÃ©probation face Ã ce qui nous apparaÃ©t comme un vÃ©ritablement harcÃ©lement rÃ©pressif Ã lâEuros"encontre dâEuros"une organisation syndicale.

A aucun moment pendant la grÃ¢ve gÃ©nÃ©rale dont nous avons suivi les dÃ©veloppements notamment Ã travers les mÃ©dias publics (que lâEuros"on ne peut suspecter dâEuros"Ãªtre Ã la solde du LKP et de lâEuros"UGTG !), il nâEuros"a Ã©tÃ© fait Ã©tat de violences ni dâEuros"actes rÃ©prÃ©hensibles de la part des syndicalistes, bien au contraire puisque la seule victime est un syndicaliste. Et voilÃ que la grÃ¢ve terminÃ©e, toutes sortes de procÃ©dures visent des organisateurs de cette action qui a eu le grand mÃ©rite de restaurer un peu de justice sociale.

La conclusion exemplaire de ce conflit social aurait-elle des prolongements revanchardsâEuros! avec reprÃ©sailles contre des syndicalistes ?

Nous ne pouvons ni lâEuros"envisager ni lâEuros"admettre ! CâEuros"est pourquoi, je tiens Ã vous exprimer notre engagement solidaire avec les combats revendicatifs du LKP et de lâEuros"UGTG et notre soutien fraternel aux syndicalistes de la Guadeloupe.

En consÃ©quence, nous vous demandons solennellement lâEuros"arrÃªt des poursuites en cours et la libÃ©ration des militants condamnÃ©s ; nous communiquons cette lettre au mouvement syndical de notre dÃ©partement pour lâEuros"alerter.

Je vous prie dâEuros"agrÃ©er, Monsieur le PrÃ©fet, lâEuros"expression de notre considÃ©ration et de notre attachement aux libertÃ©s dÃ©mocratiques.

Chantal FassiÃ©

FÃ©dÃ©ration Syndicale Etudiante - FSE

Solidarit  avec le peuple guadeloupéen !

Non   la criminalisation des travailleurs guadeloupéens en lutte !

Depuis cinq mois, le peuple guadeloupéen mène une lutte acharnée contre le patronat, la corruption et l'oppression colonial. Cette lutte du peuple guadeloupéen est juste ! Il s'agit notamment de lutter contre la paupérisation des classes populaires.

Aujourd'hui, de nombreux militants ayant pris une part active à la grève se voient traqués par l'état français, dans l'objectif de mettre un frein au mouvement. Elie Domota par exemple, secrétaire général de l'UGTG (Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe) et porte-parole du LKP, se voit mis sous enquête Judiciaire.

La Fédération Syndicale étudiante soutient la révolte légitime des peuples antillais, et leurs revendications et les soutiens face à la répression !

La FSE appelle toutes les forces progressistes   répondre à l'appel au soutien de l'UGTG et à faire vivre la solidarit  internationale !

Face à la répression, la solidarit  est notre arme !

Vive la lutte des peuples opprimés !

Pour la [FSE](#),

Le porte parole international, Rémi-Kenzo Pagès

[Le site de la FSE](#)

Bureau du CICR - Comit  International Contre la Répression - Pour la défense des droits syndicaux et politiques

A Elie DOMOTA, Secrétaire Général de l'UGTG

Paris, le 19 mai 2009

Cher Camarade,

Le Bureau du Comit  International Contre la Répression (pour la défense des droits syndicaux et politiques) a pris connaissance de [l'appel](#) que tu as lancé au nom de l'UGTG à l'adresse du mouvement ouvrier et démocratique international "face à la cascade d'enquêtes judiciaires et de procès" dont sont victimes des militants et responsables de l'UGTG et les avocats Maîtres **Sarah ARISTIDE** et **Patrice TACITA**.

Comme par le passé, notre Comit  répond positivement à votre [appel à la solidarit  internationale](#) et exige en particulier l'arrêt de tous les procès contre les syndicalistes et les démocrates organisés par l'Etat français.

RÃ©pression en Guadeloupe : SolidaritÃ© avec l'UGTG & LKP !

A travers toi, nous transmettons notre salut fraternel Ã tes camarades et en particulier Ã nos amis **Raymond GAUTHEROT** et **Michel MADASSAMY** pour lesquels le CICR a, avec d'autres, menÃ© campagne face Ã la rÃ©pression.

Fraternellement,

Le Bureau du CICR
